

COMMUNIQUÉ DE L'INTERSYNDICALE



Comité Technique Local du 13 décembre 2016

Dans la continuité de l'action engagée au niveau national depuis le 10 octobre 2016, vos élus de la CGT Finances Publiques 71 et de Solidaires Finances Publiques 71 ont refusé de siéger au comité technique convoqué le 13/12/2016 ayant à l'ordre du jour la « situation des emplois dans le département suite à la traduction du PLF 2017 » - en clair, les suppressions d'emploi dans notre département.

Nous avons lu la déclaration suivante :

Madame la Présidente,

Dans la continuité des actions multiples qui ont eu lieu lors de ce dernier trimestre au sein de la direction générale des finances publiques, la CGT Finances Publiques 71 et Solidaires Finances Publiques 71 font le choix de ne pas siéger au Comité Technique Local de ce jour, consacré aux suppressions d'emplois.

Nous ne cautionnons pas la politique mise en oeuvre depuis plus d'une décennie qui tend à vider les services de leurs forces de travail.

Les suppressions d'emplois constituent la clé de voûte de toutes nos difficultés, de toutes VOS difficultés. Elles sont à l'origine des dégradations des conditions de vie au travail. Elles provoquent restructurations, délocalisations ou suppressions de services. Elles servent de prétexte pour ne plus accueillir les usagers comme ceux-ci sont en droit de l'exiger d'un service public. Elles marquent un profond recul de nos missions et diluent nos savoir-faire.

Ces 16 nouvelles suppressions en Saône et Loire vont, à n'en pas douter, peser encore un peu plus sur des services déjà bien assez éprouvés. Elles portent à 115 le nombre de suppressions d'emplois dans le département depuis 2012 : beaucoup trop pour un département comme le nôtre ! Cette année, le réseau de trésoreries est particulièrement ciblé. Les petites structures sont mises en péril. Nous voyons se dessiner-là un avenir dont ni nous, ni les usagers ne voulons !

Les personnels se sont inscrits dans la mobilisation depuis le mois d'octobre 2016 pour tenter d'infléchir le mouvement de régression qui touche notre administration. Le 15 novembre 2016, un tiers d'entre eux a voulu affirmer leur opposition à la disparition de leurs services et de leurs métiers. Ils veulent juste travailler sereinement, dans de bonnes conditions...ce que la direction générale leur refuse en aggravant les difficultés dans leur vie professionnelle. Les effets néfastes de cette politique se font déjà sentir et s'il n'y a pas de changement immédiat, la conscience professionnelle et le "*professionnalisme*" chers au DG s'éroderont encore un peu plus.

Chacun d'entre-nous dans cette instance constate et subit les problèmes liés à la dévitalisation du réseau : gérer l'ingérable pénurie ! Il serait temps que les cadres et l'équipe de direction mettent en sommeil la loyauté exigée de l'encadrement et affirment un peu plus fermement leur opposition à ce démantèlement programmé.

En réponse à cette déclaration, la Directrice *nous a rappelé que la mise en place du prélèvement à la source a permis que les suppressions d'emplois soient moindres que celles qui avaient été initialement prévues ; et qu'elle avait « réussi à obtenir » un emploi de la réserve de l'interrégion. Bref, « c'est moins grave que si c'était pire ! » (Coluche).*

Quant aux localisations des suppressions, « c'est mathématique » : certains services sur lesquels on n'avait pas encore (ou moins) « tapé » sont aujourd'hui visés.

C'est pas grave, l'année prochaine, ce sera pire !